

J. LÁSZLÓ NAGY

INSURRECTION DANS LE CONSTANTINIS*

(Algérie, mai 1945)

Les pouvoirs coloniaux ont été avertis des dangers cachés dans la situation tendue non seulement par les partis démocratiques, mais par la police et par les représentants des corps élus des Algériens. Mais ceux-là n'ont fait aucune mesure de sécurité et n'ont pas essayé d'améliorer la situation matérielle des masses algériennes non plus.

Le 4 avril 1945 les membres algériennes du conseil de six communes (plus tard toutes scènes des événements sanglants) se sont adressée par lettre au préfet de Constantine. Ils ont attiré l'attention de celui-ci au fait que depuis un an, il y a de l'inquiétude et de la nervosité parmi les colons européens dans de nombreuses communes du département. Ils sont exposés à la haine et au mépris des Algériens. «Brusquement et coïncidant avec les mesures généreuses prises par les Pouvoirs Publics en faveur des populations autochtones l'inimitié a fait place à une hostilité qui prend figure de haine collective.»¹ La lettre a attiré l'attention sur le trafic d'armes illicite existant depuis des années en Kabylie, sur la pénurie due à la mauvaise année agricole sans exemple et sur le fait que dans plusieurs communes les Européens avaient formé arbitrairement des organismes de combat qui ont pratiquement fait la relève du rôle des pouvoirs officiels.

Dans la lettre il est très important de voir — à la différence des avertissements venues d'autres sources — qu'on a daté un an plus tôt le commencement du changement de l'inimitié en haine et la multiplication des atrocités. Or cette époque-là s'était coïncidée avec la proclamation de l'arrêté de réforme visant à améliorer la situation politique des Algériens. Ensuite les représentants réactionnaires des colons européens sont partis en attaque contre l'arrêté et ses auteurs. Ils ont augmenté consciemment les difficultés du ravitaillement, ils ont cherché à compromettre l'administration coloniale aux yeux de la population algérienne, et dans les relations quotidienne les Algériens ont été provoqués. L'homme politique, le propriétaire

* Cet article fait partie d'un ouvrage plus vaste: une thèse d'histoire ayant pour titre *La naissance et la formation du mouvement de libération national en Algérie 1919—1947*. C'est pour raison que nous n'avons pas traité en détail les événements de l'insurrection et nous n'avons pas fait référence à de nombreux articles connus concernant le sujet. Par cette étude — dans le cadre d'une thèse — nous avons essayé déterminer la place ce que cette insurrection occupe dans l'évolution du mouvement de libération national algérien; quelle a été son influence sur l'attitude des militants, sur les moyens de lutte à choisir etc. Donc cet article n'est pas un travail exhaustif mais une modeste contribution qui soulève peut-être — et j'espère bien — quelquel réflexion.

¹ La lettre in extenso in *P.E. Sarrasin: La crise algérienne*. Ed. du Cerf, Paris: 1949. pp. 203-206.

fonnier Abbo, très connu pour ses prises de position pro-Vichy, a déclaré à l'automne de 1944: «Il y aura révolte arabe et le gouvernement se verra bien obligé de revenir sur l'ordonnance du mars 1944.»²

Le premier incident grave faisant de nombreuses victimes a eu lieu au cours du défilé et de la manifestation du 1^{er} mai. Dans plusieurs grandes villes — Alger, Oran, Sétif etc. — les nationalistes défilaient détachés du cortège de la CGT. Ils revendiquaient la libération de Messali, l'indépendance de l'Algérie et l'abolition du système colonial. Dans l'accrochage avec la police à Alger il y eut deux morts et treize blessés.

Le point culminant de la tension a été atteint le 8 mai au cours des défilés fêtant la fin de la guerre. Ces défilés tournaient à des accrochages sanglants et ont abouti à une révolte armée qui a duré plusieurs jours.

Les troubles ont commencé à Sétif le 8 mai; c'est dans cette ville que Ferhat Abbas a commencé sa carrière politique et où il a gardé son influence politique jusqu'au bout. C'est là qu'il a rédigé le Manifeste et a fondé les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) aussi. Pour Ferhat Abbas il est évident que «les colonialistes veulent décapiter le mouvement là où il a pris naissance.»³ En regardant le caractère politique des troubles il y a une certaine vérité dans tout cela. Après la manifestation du 1^{er} mai le préfet de la ville d'Alger a fait appeler Abbas et froidement lui a annoncé: «Nous savons que ce n'est pas vous qui les avez organisés (les défilés — JNL), mais sur les Algériens tués ou blessés nous avons trouvé la carte de l'AML, par conséquent vous êtes les responsables.»⁴

Le 8 mai il y avait le marché à Sétif. A cette occasion il est venu plus de monde des villages voisins et des alentours dans cette ville que d'habitude. Les manifestants algériens — beaucoup d'entre eux jeunes et enfants — se groupaient autour de la mosquée. Ils devaient être de 7 à 8 mille. Le sous-préfet leur a fait savoir qu'il serait interdit de proclamer toute publication qui ait un caractère politique ou nationaliste. Le chef de l'organisation de la jeunesse musulmane et celui de l'AML locale ont répondu affirmativement à cette exigence. Le cortège est parti dans le calme mais s'approchant du centre de la ville les banderoles cachées se sont découvertes. Sur les pancartes on exigeait la libération de Messali et l'indépendance de l'Algérie. Le drapeau national vert-blanc est aussi déployé. Un agent de police — sous les ordres de son commandant — a essayé d'ôter les banderoles et le drapeau aux manifestants. Une bagarre s'est produite, ensuite des coups de feu sont partis. La voiture de la police a coupé la foule en deux. Une moitié s'est retirée vers la mosquée, mais l'autre moitié — armée de hachette, de couteaux et de fusils — s'est dispersée dans la ville et a attaqué les Européens se trouvant dans les rues. Parmi les nombreuses victimes européennes — tuées ou blessées — on a retrouvé le secrétaire de l'organisation communiste de la ville aussi. Vers midi l'ordre fut rétabli dans la ville.

Une partie des hommes armés, au cours de la journée et de la nuit a attaqué plusieurs fermes et villages isolés au nord de la ville, puis elle s'est jointe aux Algériens qui avaient déjà déployé des actions armées à cet

² Cité par Y. *Beghoul*: Le Manifeste du Peuple Algérien ou la libération nationale, par la voie populaire: l'appel au pays réel. in *Revue algérienne des sciences juridiques économiques et politiques (RA)*, 1974, no. 4, p. 259.

³ *Ferhat Abbas*: La nuit coloniale. Juillard, Paris, 1962, p. 168.

⁴ Interview de Ferhat Abbas le 6 juin 1972, cité in Y. *Beghoul*: op. cit. p. 260.

endroit. Ils ont coupé des lignes électriques, endommagé des rails de chemin de fer, attaqué des autobus. Dans plusieurs agglomérations — Keratta, Chevreuil — ils ont assiégé des édifices publics et les ont incendiés. L'autre centre des accrochages armés était Guelma, à 200 kilomètres à l'est de Sétif. A cet endroit la fusillade a commencé l'après-midi, le sous-préfet Achiani étant connu pour ses idées ultracoloniales y a participé en personne, et même selon certains c'est lui qui s'est servi de son arme le premier. Le 9 mai les Algériens — on estimait leur nombre à 3 à 6 mille — ont encerclé la ville et se sont préparés à l'attaquer. Dans la ville il y avait 32 agents de police et trois compagnies algériennes, mais on ne pouvait pas compter sur ces dernières avec une certitude absolue. Le préfet, en accord avec le gouverneur général, a demandé l'intervention de l'armée en déléguant tous les pouvoirs à celle-ci.

Après quoi la répression a commencé et abouti à un véritable massacre. L'Armée de l'Air⁵ et la marine de guerre sont intervenues. Elles ont bombardé et fusillé les Algériens qui entouraient la ville, mais elles ont agi indistinctivement de la même manière dans les villages se trouvant entre Guelma et la côte. Les navires de guerre ont bombardé les agglomérations au bord de la mer, puis a suivi «l'opération de nettoyage» de l'armée où participaient quelque dix mille soldats. Ils ont distribué des armes aux Européens qui s'étaient organisés dans des «groupes d'autodéfense» et ont massacré à tout hasard les Algériens.

Selon le rapport du ministre de l'Intérieur les accrochages sanglants ont fait quatre-vingt-huit Européens tués et 150 blessés. Il est impossible de définir avec exactitude le nombre des victimes algériennes des mesures répressives. Les rapports officiels l'ont évalué à quelques milliers au maximum, les dirigeants du mouvement national et ses journaux l'ont estimé de 40 à 50 mille. Si l'on prend pour base la technique militaire utilisée dans la répression et l'arbitraire «des groupes d'autodéfense», on peut évaluer le nombre des victimes à plusieurs dizaines de milliers.⁶

Les actions armées ont cessé après le 13 mai, bien que les autorités aient signalé de nombreux incidents courant mai. A partir de la mi-mai les habitants des villages ont massivement rendu les armes parmi lesquelles on trouvait des carabines du siècle dernier et des armes à feu partatives modernes laissées en arrière par l'armée de Rommel.

En même temps que les répressions physiques, les arrestations se sont aussi poursuivies. Le gouvernement a interdit l'AML et en a arrêté les diri-

⁵ A propos de l'intervention des avions est toujours évoquée la responsabilité des communistes étant donné que le ministre de l'Air a été Charles Tillon (PCF). Il nous paraît que le débat autour de la responsabilité des communistes est plutôt politique que scientifique. A notre avis l'interview du général Weiss, commandant de l'aviation à Alger, donné au journal *Liberté* (30 mai 1946) dément clairement l'accusation portée contre les communistes: «M. Tillon n'a jamais donné cet ordre puisqu'il était à Paris et ignorait le début des événements. A aucun moment, le ministre de l'Air n'est intervenu pour ordonner des opérations ni pour donner des directives tactiques à l'aviation que je commandais. *Ce n'était pas, d'ailleurs, le rôle du ministre...*» (souligné par moi — JNL)

⁶ Nous avons rétabli les événements d'après les documents suivants: Rapport du général Tubert in RA 1974, no. 4, pp. 284-314., Rapport de P. R. Gazagné in *Alain de Sérigny*: Echo d'Alger 1940-1945. Paris, 1972, pp. 314-343., Débats à l'Assemblée consultative les 10 et 18 juillet 1945 in JORF Débats parlementaires pp. 1344-1381 et 1399-1401.

geants. Ferhat Abban a été arrêté dans le hall du palais de gouverneur où il était arrivé pour fêter le jour de la victoire. Le même sort attendait de nombreux dirigeants du PPA. Messali Hadj a été transféré à Brazzaville où il restera tenu en résidence surveillée.

Les colonialistes locaux s'efforçaient de tirer profit au maximum des événements. Ils exigeaient l'arrêt des réformes et l'introduction policière la plus sévère et ils commençaient à propager que le gouvernement reviendrait sur l'ordonnance du 7 mars 1944. Leur opinion a été manifestée ouvertement par le journaliste Beusche: «Le sauveteur de l'Afrique du Nord c'est la gendarmérie et non les fabricants de réformes.»⁷

Les milieux gouvernementaux de France n'ont pas accepté cette argumentation et ont démenti fermement les bruits concernant la révocation de l'ordonnance du 7 mars. Ils ont voulu assurer la conservation de l'Algérie par la voie des réformes.⁸

Les communistes ont affirmé qu'il n'y avait pas de révolte arabe mais un complot fasciste. Ils ont vivement attaqué les «faux nationalistes» désignés comme agents de l'hitlérisme et de la bourgeoisie coloniale réactionnaire qui avaient suscité les événements sanglants avec la complicité des autorités coloniales. La délégation nord-africaine du PCF exigeait qu'on inflige une peine sans pitié aux fomentateurs de la révolte. En même temps elle voulait l'assurance de l'approvisionnement, l'épuration des services administratifs des éléments fascistes et antidémocratiques et l'élargissement des libertés démocratiques.⁹

Les communistes ont attiré l'attention sur le fait que l'organisation du PPA en France était entrée au service d'Hitler pendant l'occupation. On a même nommément mentionné quelques membres du PPA.¹⁰ La plupart des avis contemporains ont attaché de l'importance à l'influence de la propagande hitlérienne — et pour cause — il y avait un tel avis aussi qui lui a attribué une importance exagérée.¹¹

Des études de date récente mentionnent aussi l'intérêt de la propagande hitlérienne. Ch. R. Ageron donne — entre autres — le nom de Si Djilali, membre du PPA, agent hitlérien, signalé par les communistes aususi qui était un membre actif du soi-disant Front Social du Travail, organisation ultracollaborante et fasciste.¹² Zagora, historien américain cite un rapport de police qui énumère les membres du PPA — en majorité Kabyles — qui ont développé une activité antifrançaise collaborant étroitement avec les hitlériens.¹³ L'agent de la police française a rapporté en 1941 que la section

⁷ Echo d'Alger, le 8 juin 1945.

⁸ Voir p. ex. le discours du ministre de l'Intérieur à l'Assemblée consultative le 18 juillet 1945. JORF Débats parlementaires p. 1405., Alger républicain, les 20-21 mai 1945.

⁹ Liberté, les 12 et mai 1945, Humanité le 11 mai 1945.

¹⁰ Younes, Si Djillani, Zakoria. Liberté, le 17 mai 1945.

¹¹ L. Morard: La crise algérienne. in Revue politique et parlementaire, juillet 1945. p. 160.

¹² Ch. R. Ageron: Contribution à l'étude de la propagande allemande au Maghreb pendant la 2^e guerre mondiale. in Revue d'histoire maghrébine. 1977. nos. 7-8. p. 25.

¹³ Janet Zagoria: The rise and fall of the movement of Messali Hadj in Algeria 1924-1954. Columbia University 1973. Thèse. p. 267.

parisienne du PPA, en cas de la défaite de l'Allemagne, envisagerait le déclenchement d'une révolte en Algérie.¹⁴

Les provocations des colons réactionnaires et les manoeuvres hitlériennes ont contribué au déclenchement de la révolte mais elles n'en étaient pas les véritables causes de même que les autres causes mentionnées après les événements.

Les communistes aussi ont commis une erreur grave et prématurée en traitant les dirigeants du PPA d'agents de la bourgeoisie coloniale réactionnaire et de l'hitlérisme. En même temps ils ont démontré avec justesse que cette erreur dans le jugement n'enlève rien à la responsabilité des dirigeants du PPA qui n'étaient pas assez vigilants¹⁵

Il n'est pas sans intérêt de signaler que les forces politiques antifascistes de la France née de la Résistance — y compris les communistes aussi — ont été commandées par le patriotisme jacobin dans une mesure plus ou moins grande qui n'était pas favorable pour bien juger les sentiments nationaux des peuples coloniaux.

Le mauvais ravitaillement ne peut pas être non plus considéré comme une cause déterminante. Si c'était vraiment une «émeute pour le pain», alors on aurait mis à sac les silos à grains. Mais ils sont restés intacts. A Keratta par exemple on n'a pas touché à la farine et au pain.

Le secrétaire du gouverneur général de l'Algérie, Gazagne, a pensé que le véritable cause des événements se trouvait dans «l'âme de l'Islam».¹⁶ Autrement dit dans le fanatisme, dans la xénophobie. Cet ancien schéma ne supporte la critique non plus: dans les villages attaqués aucun mal n'a été fait aux prisonniers de guerre italiens travaillant dans les fermes.

On a mentionné parmi les causes la sympathie de la Lique Arabe fraîchement formée et celle des puissances anglosaxonnes et du gouvernement de l'Egypte et l'influence de la conférence de San Francisco qui tenait séance à ce moment-là.

Toutes les causes mentionnées ci-dessus — dans une mesure plus ou moins grande — se répercutaient sur le comportement des nationalistes, sur la formation des événements mais si nous en restons là nous ne voyons que la surface des choses et ne connaissons pas la cause et le but véritables de la révolte.

Un seul des rapports de l'époque — selon nous — ait touché l'essentiel. Ce n'est pas par hasard que la commission — avant de terminer l'enquête — ait été rappelé sans aucune explication à Alger. C'est en 1974 qu'on l'a publié pour la première fois in extenso en Algérie.¹⁷

Le rapport — sans compter les causes mentionnées ci-dessus — démontre la cause des événements sanglants et de la tension socio-politique par ce qui suit: «... il faut indiquer que de nombreux Musulmans ont séjourné en France comme soldats ou travailleurs et leur attention est portée sur des faits sociaux qui passaient inaperçus aux yeux de leurs parents. Ils sont plus sensibles à une propagande par la voie de la presse, par tracts ou par radio.

¹⁴ Rapport du Centre d'Information et d'Etude 1941 octobre, Archives d'outre-mer, Aix en Provence, 11 H 48.

¹⁵ Essai sur histoire du mouvement ouvrier algérien de 1920 à 1954: in Révolution socialiste, no. 7, p. 26. L'étude est aussi une autorictique des communistes sur leurs activités d'avant 1954.

¹⁶ Rapport de D. R. Gazagne in *Alain de Sérigny*: op. cit. p. 334.

¹⁷ Rapport du général Tubert in RA 1974, no. 4, pp. 283-314.

Ils sont amenés à comparer leur situation à celle des Européens qu'ils jugent privilégiés... Ils jalouent les colons propriétaires de grands domaines en regardant leur situation misérable et la richesse de ceux-là. Ils songent à un partage des terres. Ils dénoncent les excès de la grosse propriété qui permet qu'un seul règne en maître sur des milliers d'hectares.»¹⁸ (souligné par mi — JNL)

Les auteurs qui ont cité plus tard ce rapport, tous «ont oublié de reprendre» ces phrases-ci. Est-ce qu'ils n'en avaient pas les moyens? Les quelques historiens algériens qui soulignaient l'importance du problème agraire les ont passés par-dessus. R. Ainad-Tabet a insisté aussi sur la revendication agraire comme cause principale mais il supposait une conscience extrême dans le mouvement et — à notre avis, contrairement à son affirmation — le PPA n'apportait pas une grande attention au problème agraire à cette époque. C'était plutôt Ferhat Abbas qui s'intéressait à cette question. Cependant l'auteur a négligé le rôle d'autres facteurs — sociaux, politiques — au déclenchement de la révolte paysanne.¹⁹ A. Taleb-Bendiab a examiné les circonstances de la révolte dans leur complexité, a démontré que les Algériens avaient été exposés à l'influence de plusieurs sortes de propagandes et de courants politiques.²⁰ Mais lui, il n'a pas souligné suffisamment l'importance du problème agraire.

Le passage cité du rapport Tubert apporte des lumières sur une des causes: pourquoi la Kabylie était le centre de la révolte. Cette région était le centre de l'émigration vers la France, ainsi la mobilité sociale était plus grande qu'ailleurs et elle assurait des conditions plus favorables à l'action politique. On ne peut pas cacher le fait que dans le Constantinois les activités des Algériens étaient déjà importantes dans le passé: les oulémas, les Députés, ensuite AML et pendant la guerre le PPA avaient là la plus grande influence. Les révoltes armées antérieures (Mokrani, 1871; Aurès, 1916) n'ont pas passé sans laisser de traces. La révolte de Mokrani de 1871 est restée dans la tradition orale même dans les années 1950 en Kabylie.²¹ Après la répression de la révolte on a transféré des tribus car leurs terres avaient été occupées par les colonialistes. Au nord de Sétif les tribus berbères de la région appelée Babor ont été battues avec beaucoup de difficultés en 1871. Une partie de ces tribus a été transférée aux alentours de Guelma, mais les tribus détachées resteront en relation entre elles plus tard. Pourtant au mois de mai 1945 c'est justement dans ces deux régions qu des accrochages extrêmement sanglants ont eu lieu!

Les colonialistes, pour donner des terres de bonne qualité aux colons venant de plus en plus nombreux dans cette partie du pays depuis la fin du siècle dernier, ont souvent transféré les Algériens sur des terres moins bonnes vers le sud ou bien les ont obligés à s'installer dans les montagnes. La ligne séparative c'était le chemin de fer Arreridj-Constantine. Les terres de bonne qualité — au nord de cette ligne — sont devenues les propriétés, pour

¹⁸ Ibid p. 310.

¹⁹ R. Ainad-Tabet: Le 8 mai 1945: jacquerie ou revendication agraire. in RA 1972. no. 4. pp. 1007-1016.

²⁰ A. Taleb-Bendiab: Contribution à l'analyse des origines fondamentales des événements du 8 mai 1945. Quelques hypothèses. in RA 1976. no. 2. pp. 333-365.

²¹ Sadek Hadjeres: Quatre générations, deux cultures (témoignage). in La nouvelle critique. 1960. no. 1. p. 39.

la plus grande partie, des colons européens. Dans les années précédant la guerre un hectare de terre arable valait ici 6000 francs, tandis qu'au sud du chemin de fer on pouvait en acheter pour 2 à 3 mille francs. La situation des Algériens, avec la montée démographique est devenue de plus en plus difficile, voire critique, comme c'est démontré dans un rapport en 1939 par un des chefs du centre étudiant la situation sociale et le climat politique des Algériens.²² La scène des accrochages armés se trouve justement au nord du chemin de fer mentionné, en majorité dans les agglomérations sous une direction mixte. Autrement dit là où il y avait peu d'Européens mais qui disposaient d'importantes propriétés et qui tenaient pleinement la direction administrative. Parmi les Européens tués, 34 avaient travaillé dans l'administration coloniale. Dans les deux autres départements le pouvoir colonial avait déjà plus solide avant cette époque. C'est dans le département d'Oran que vivait le plus d'Européens; les marabouts y avaient la plus grande influence et eux, ils ont souvent collaboré avec les pouvoirs coloniaux. Dans le département d'Alger l'activité politique des Algériens se concentrait sur la capitale. Mais là il y avait toujours d'importantes forces de l'ordre. Dans les villes de ces deux départements il y avait aussi des troubles, des manifestations de moindre importance, mais celles-ci — comparées à celles du Constantinois — n'étaient pas significatives.

L'influence conjuguée de nombreux éléments avait pour résultat que c'est dans le Constantinois là aussi en Kabylie en premier lieu que le mécontentement paysan a éclaté et a pris forme d'une révolte armée. Pendant la Seconde Guerre mondiale le régime colonial s'est ébranlé en Algérie. Son manque de solidité était renforcé par le mouvement démocratique français qui marquait son essor et par le mouvement de libération nationale de l'Algérie. Les impérialistes français, en constatant que le régime colonial est insoutenable dans sa forme antérieure, sans aucune modification, ont été obligés de soulever certaines réformes. Ces intentions constituaient une opposition avec la bourgeoisie coloniale de grands domaines. Toutes ces oppositions ont contribué à affaiblir le régime colonial. Mais le mouvement de libération nationale n'était pas cohérent non plus.

Les communistes ne prenaient pas réellement en considération la force politique qui se manifestait dans le sentiment national soulevant les masses populaires.

Le programme du PPA s'est épuisé en revendiquant l'indépendance mais il n'avait pas un programme concret qui soutenait les revendications des masses paysannes. L'illégalité et l'oppression ont empêché le fonctionnement normal du PPA et ainsi l'organisation, la mobilisation et la forme de l'action des masses dépendaient de l'initiative individuelle de la direction locale. A mon avis on ne peut pas parler d'une révolte consciemment préparée. Mohamed Boudiaf qui s'est joint au PPA influencé par la répression sanglante et qui plus tard sera un des initiateurs de la guerre de libération exprime en faisant mention de son entretien avec les dirigeants du PPA de Sétif de l'époque que ceux-ci ne savaient que répondre aux membres qui demandaient des directives après les premiers accrochages.²³

²² Note au sujet de la situation politique indigène dans le département de Constantine, juin 1939. Archives d'outremer, Aix en Provence 11 H 47.

²³ *Mohamed Boudiaf*: La préparation du 1er novembre. Collection El Jarida. p. 11.

Il semble que l'hypothèse suivante soit valable: les cadres et militants locaux ont pris l'initiative des manifestations et des attaques armées, bien que plus tôt la direction — au moins quelques-uns de ses membres — y ait consenti.²⁴

Dans la situation donnée AML était l'organisation qui accueillait tous les nationalistes dans ses rangs. Mais la structure instable de l'organisation et principalement le défaut de cadres ont rendu possible l'infiltration des agents et des provocateurs de l'adversaire.²⁵

La provocation des masses paysannes était facilitée par le fait qu'elles n'avaient pas participé en tant que force politique organisée dans les luttes politiques. Aucun parti, aucune organisation — ni communiste, ni nationaliste — n'a réussi à créer une base solide et large parmi les paysans. Même les programmes exprimant leurs intérêts ne pouvaient pas changer les paysans «en une force matérielle» efficace. Ainsi au mois de mai 1945 après une lutte politique ardente et motivée par plusieurs sortes d'intérêts, d'idéologies et de propagandes, au milieu de la division du mouvement de libération national, dans la situation sociale extrêmement tendue, la révolte des paysans a éclaté avec une force élémentaire, spontanément dans la région du pays qui disposait de riches traditions de résistance et où l'activité des organisations nationales algériennes était traditionnellement la plus forte. La cause fondamentale du mécontentement des paysans, sa source avaient pour base la question agraire: les fellah spoliés par la colonisation revendiquaient leurs terres.

Le mouvement de libération national et surtout son aile nationaliste étaient décisivement influencés par la répression atroce qui a suivi la révolte. Parmi ceux qui ont déclenché la guerre de libération on pouvait trouver les membres du PPA arrêtés au mois de mai 1945: Lamine Debgline, Amar Quaneane. D'autres se sont ralliés au PPA en voyant la répression. Parmi eux plusieurs soldats et sous-officiers qui étaient de retour du front: Ben Bella, Mahmoud Chérif. Ils ne voyaient qu'une voie de la libération nationale: la lutte armée. Quelques séquences du film algérien «La chronique des années de braise» expriment fidèlement le choc et l'amertume que la répression a provoquées pour les soldats revenus. Mais peut-être Kateb Yacine agé de 16 ans en 1945 — plus tard écrivain connu — a-t-il exprimé le mieux la réaction due à la répression: «Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimenta mon nationalisme.»²⁶

* * *

Après le mai 1945 le mouvement de libération national n'est plus le même qu'avant. L'insurrection mais surtout la répression ont été déterminantes: une étape — la lutte politique dans le cadre la légalité — est close. Les éléments les plus radicaux du mouvement de libération national se sont préparés consciemment à la lutte armée. Leurs efforts ont abouti finalement aux événements du 1^{er} novembre 1954: le déclenchement de la guerre de libération nationale.

²⁴ A. Taleb-Bendiab: op. cit. in RA 1976. no. 2. 363-364. Mohamed Harbi: Aux origines du FLN: la scission du PPA-MTLN. Paris, 1975. pp. 21-23.

²⁵ C'était l'opinion du FLN pendant la guerre de libération mais de nos jours aussi il ne rejette pas cette possibilité Voir El-Moudjahid, le 4. juillet 1958., La Révolution africaine, 1977. 11-17 mai, no. 690.

²⁶ Cité par Ch. H. Favrod: Le FLN et l'Algérie. Paris, 1962. p. 102.

J. NAGY LÁSZLÓ
Felkelés Constantine megyében
(Algéria, 1945 május)

A tanulmány az algériai nemzeti felszabadító mozgalom kialakulását és fejlődését bemutató és elemző nagyobb munka egy része.

1945. május 8-án a háború befejezését ünneplő felvonulások Kelet-Algéria számos városában — elsősorban Kabiliában — nacionalista tüntetéssé változtak, majd fegyveres összecsapásokba torkollottak... A néhány napig tartó összetűzéseknek, illetve az azt követő megtorlásoknak több tízezer algériai áldozata lett. A felkelés nem volt tudatosan előkészítve, bár arra a nacionalista Algériai Néppárt egyes vezetői hajlottak. Spontán, szervezetlen felkelésről beszélhetünk, amely azokon a területeken robban ki, ahol kis számú európai telepes hatalmas földbirtokokkal rendelkeztek, amelyekhez úgy jutottak, hogy onnan elűzték az algériai őslakosokat. Politikai tartalma a nemzeti függetlenség követelése volt, szociális alapja pedig a gyarmatosítás által kismizmizett fellahok földkövetelő mozgalma.

A felkelés az algériai nemzeti felszabadító mozgalom egy szakaszát zárta le: eddig a legalitás keretei között politikai eszközökkel küzdöttek a nemzeti erők a függetlenségért. Ezután a legradikálisabbak már tudatosan készültek a fegyveres felkelésre. Törekvésük 1954. november 1-én valósult meg, amikor kirobbantották a nemzeti függetlenségi háborút.